

Leadership Djénabou Touré prend les rênes du MATD

Page 7



Le parcours inspirant du général Mohamed Amine Camara

Pages 11&12



le populaire

édition internationale

le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale • N°1043 • LUNDI 3 AOÛT 2025 • 3000 FG • www.lepopulaireguinee.com • Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: +224 655 404 294

Vite dit ... Conakry-Bamako : le piège des rumeurs

Page 4



GE Awards Le rendez- vous des élites

Page 6



Chronique Transmettre...

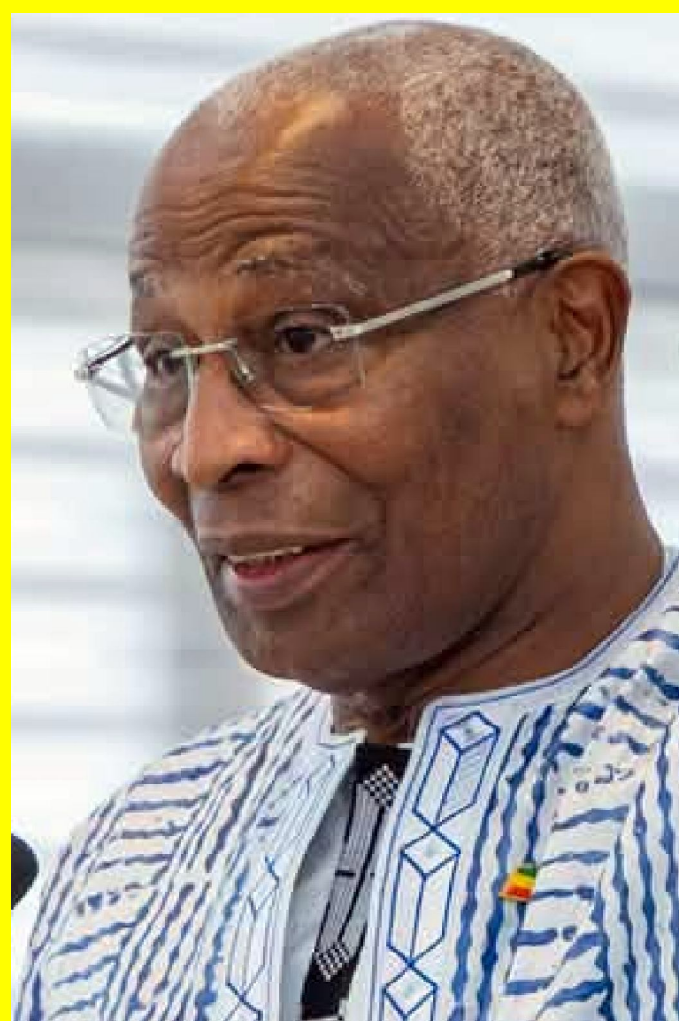
Complice de scène et ami de Maître Barry, l'ancien directeur du CCFG Daniel Couriol honore la mémoire du regretté virtuose de l'*African Groove*. Une chronique empreinte d'amitié, de mélancolie et d'un plaidoyer sans concession. **Page 8**

politique

Remaniement à la Présidence
et au Gouvernement

Entrants, permutants et sortants fixés par décret

Le président Mamadi Doumbouya a procédé à une réorganisation stratégique de la Présidence et du Gouvernement dirigé par le Premier ministre Bah Oury. Par une série de décrets, le chef de l'État a arrêté la liste des entrants, des permutants et des sortants. Voici l'équipe remaniée, appelée à s'installer au cœur de la Ve République pour relever les défis économiques, sociaux et institutionnels du pays. **Pages 9&10**



Fesabag Hadja Fatou Wann dénonce un « passage en force »

Page 5



Ukraine : « la bataille de Crimée », vue depuis la Crimée et l'encouragement officiel des crimes ...

Par Oleg Nesterenko. **Pages 2,3&4**

Confidences PUBLIQUES

Le président Doumbouya en vacances en Grèce

La présidence de la République a annoncé, samedi 1er août 2026, le départ en congés annuels du président Doumbouya. Selon le Cabinet civil, le chef de l'État quittera le pays dès ce lundi 3 août pour un séjour de détente en Grèce, où il sera accompagné de sa famille.

Suspension des visas courants à l'ambassade américaine

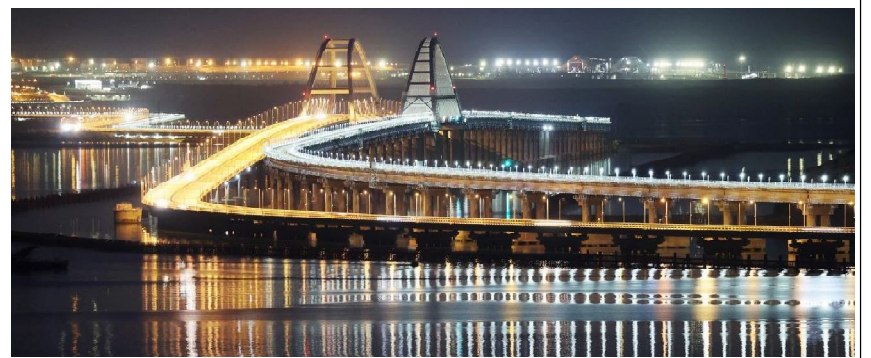
Ce 1er août 2026, l'ambassade des États-Unis à Conakry a suspendu le traitement des demandes courantes de visa. Selon une annonce confirmée par la diplomatie américaine, ces services ont été transférés à l'ambassade de Dakar, au Sénégal, où les demandeurs guinéens doivent désormais se rendre. Ce regroupement régional, décidé par le Département d'État américain, vise officiellement à renforcer la sécurité et à uniformiser les procédures de vérification.

Le colonel Bienvenu Lamah acquitté dans l'affaire Massacres du 28 septembre

Le tribunal criminel de Dixinn a acquitté, lundi 27 juillet 2026, le colonel Bienvenu Lamah, infirmant les dix ans de réclusion requis par le parquet. Il était jugé pour crimes contre l'humanité et responsabilité hiérarchique dans le cadre des événements du 28 septembre 2009. Cet officier a été déclaré non coupable. Le tribunal a ordonné sa libération immédiate à l'issue de l'audience. La partie civile a contesté ce verdict et a aussitôt annoncé son intention de faire appel.

Libre Tribune / Par Oleg Nesterenko La guerre en Ukraine : « la bataille de Crimée », vue depuis la Crimée et l'encouragement officiel des crimes de guerre par le groupement de Macron

En réaction aux discours occidentaux décrivant une Crimée au bord du gouffre, Olge Nesterenko oppose son témoignage direct du terrain. Vie quotidienne, approvisionnement, énergie et transports : il livre ici la première partie d'un état des lieux engagé qui entend démonter les rouages de la guerre de communication autour de la péninsule. À lire !



Oleg Nesterenko
Président du CCIE
www.c-cie.eu
(Ancien directeur de l'Institut International de la Reconstruction Anthropologique, ancien directeur de l'MBA)

Partie I

Marqué par un deuil persistant depuis la perte irrévocable en 1871 au profit de la Russie des acquis vis-à-vis de la péninsule de Crimée, conséquence directe de la défaite russe dans la guerre de Crimée (1853-1856) face à la coalition formée du Royaume-Uni, de la France, de l'Empire ottoman et du royaume de Sardaigne, – coalition dont la neutralité bienveillante fut assurée par l'Empire austro-hongrois, le royaume de Prusse, l'union suédo-norvégienne et l'Empire japonais –, voit aujourd'hui ressurgir une nouvelle coalition de « volontaires ». Ce phénomène, empreint d'un indéniable « déjà vu », témoigne de la persistance

de l'espoir de monnayer la Crimée au sein de leurs stratégies anti-russes.

Alors qu'au milieu du XIXe siècle le sens de l'honneur et le sacrifice personnel étaient encore de mise dans les rangs de la coalition occidentale – au prix fort pour une partie non négligeable de la noblesse britannique, massacrée en Crimée par l'armée russe en 1854 –, les bains de sang orchestrés de nos jours par cette dernière s'opèrent de préférence par les mains de proxys, via la corruption de leurs élites en amont, tout en favorisant et amplifiant artificiellement les conflits interethniques et interreligieux.

En 2014, l'une des raisons fondamentales du coup d'État anti-

constitutionnel à Kiev organisé par les États-Unis et leurs alliés résidait dans la volonté de s'emparer du port militaire de Sébastopol, en Crimée, clef de voûte du contrôle militaire de la mer Noire. Pour l'été 2026, c'est une catastrophe humanitaire via l'amplification des crimes de guerre qui est approuvée par le repreneur anglo-franco-allemand du « projet ukrainien » initié par les Américains et dont l'exécution est confiée au proxy (fait officiellement reconnu par les États-Unis) ukrainien.

Il convient également de souligner un fait inédit d'une gravité exceptionnelle, dans le cadre de l'actuel projet de la coalition tripartite, que j'aborderai plus en détail ultérieurement :

Suite à la page 3

le populaire Magazine

www.lepopulaireguinee.com

EDITION & ADMINISTRATION

Edition & administration 5 avenue Manquepas, 2e niveau, immeuble Baldé Zaïre, Sandervalia, Kaloum, Conakry, Guinée
Récepissé N°797/PR/TPI/C / Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18/01/02 Tél.: (+224) 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com
Facebook.com/Le-populaire-conakry @LEPOPconakry
www.lepopulaireguinee.com
Compte Ecobank n°0010224601987501
Code Swift ECOGNCN ENTREPRISE LE POPULAIRE
Rib 01000 1001 0005 60029

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Diallo Alpha Abdoulaye +224 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com

ASSISTANTE: Sandrine Bah

sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

CONSEILLER Alain Rivière

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION

Ahmed Tidiane Diallo, grand reporter : tidiani83@gmail.com

ABONNEMENT

https://www.youscribe.com › lepopulaireconakry

IMPRESSION Imprimerie du Centre +224 625 73 93 96
TIRAGE 1 500 exemplaires



www.visionguinee.info

Tél.: 00224 664 93 14 04
00224 628 32 85 65
00224 656 27 36 91
contact@visionguinee.info

Siège social: 2e niveau
immeuble radio Tamata
Fm, Koloma Marché,
Ratoma Conakry - Guinée



www.guineesignal.com est un site internet d'informations générales et d'analyses sur la Guinée, l'Afrique et le monde.

info@guineesignal.com
+224 625 130 505
+224 666 080 606

Notre but: *livrer l'information réelle en temps réel.*
Notre ligne de conduite : *L'éthique et la déontologie.*



Site d'informations, d'investigations
et de promotion de la Guinée

www.conakrylive.info



www.guinafnews.org

Site d'informations générales et d'analyses de l'actualité sociopolitique. Basé à Montréal (Québec) Canada, le site a été fondé le 2 février 2020 à Conakry par Ibrahima Sory Baldé, ancien du CESTI de l'UCAD.

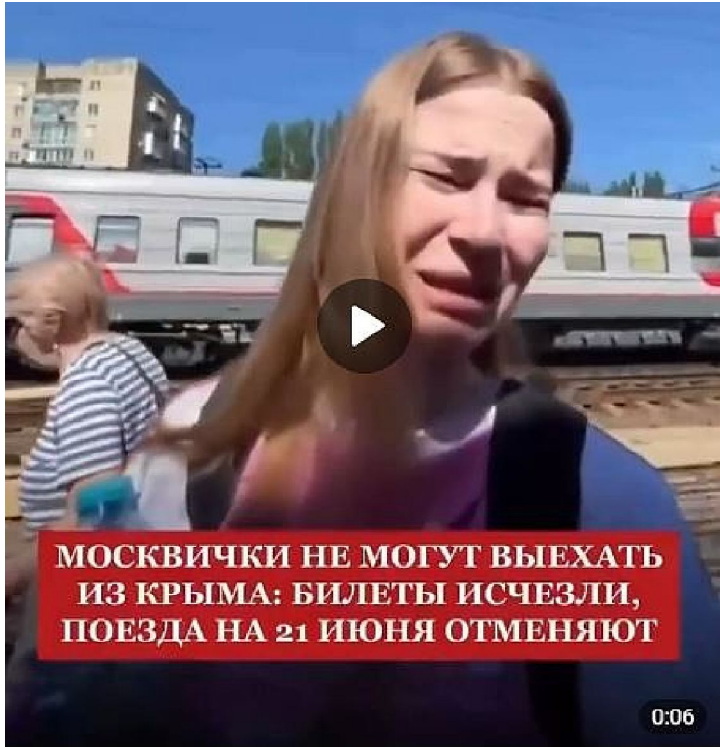


www.verite224.com

*Toutes les infos
en direct
sur la Guinée*

Suite de la page 2

la reconnaissance officielle, la justification et l'encouragement manifestes, de la part d'un fonctionnaire de très haut rang en activité, représentant officiel du pouvoir de Macron, des crimes de guerre commis par Kiev à l'encontre des populations civiles.



«Не могу уехать из Крыма»: россияни бідкаються через неможливість залишити півострів

Parfaitement au fait des enjeux concernant la Crimée, ayant tout juste quitté la péninsule et m'y rendant à nouveau dans moins de trois semaines, je suis en mesure de fournir un diagnostic précis de la situation actuelle et de le confronter aux informations diffusées auprès du public occidental par les instruments de propagande et de désinformation (quasi l'ensemble des médias occidentaux) mis au service des élites politiques occidentales.

La propagande et la désinformation

Quelques semaines après une intensification des attaques de drones ukrainiens sur le territoire de Crimée, le 25 juin, soit quelques jours avant mon arrivée en Crimée, Zelensky a lancé une nouvelle campagne médiatique intitulée « opération de 40 jours pour obliger la Russie à mettre fin à la guerre ! ».

Cette initiative a obtenu un résultat prévisible de la part de Moscou : une amplification significative de la destruction de l'infrastructure ukrainienne en

guise de rétorsion, plus particulièrement dans les secteurs énergétique, logistique et portuaire. Cette riposte a marqué le début de la destruction des installations portuaires d'Odesa, le dernier grand port maritime ukrainien encore opérationnel et relativement épargné jusqu'alors.

de nouveaux « crimes de guerre russes » ou par la mise en scène d'activités « victorieuses ».

Le 4 août prochain, la prétendue grande opération ukrainienne de 40 jours touchera à sa fin. Il est inutile de préciser que son fiasco total par rapport à l'objectif affiché sera grandement déformé et dissimulé par l'appareil de propagande ukraïno-occidental, à l'instar de nombreuses autres campagnes de désinformation du passé, visant à créer une image des « succès » pour justifier l'imputation de fonds supplémentaires des poches des contribuables occidentaux, afin de financer la guerre par procuration ukrainienne contre la Russie, tout en évitant toute indignation et contestation au sein de leurs populations.

Jusqu'à présent, la campagne médiatique de propagande et de désinformation ukraïno-occidentale bat son plein, n'hésitant pas à diffuser des mensonges, y compris les plus grossiers, ce qui est rendu possible par le fait que les commanditaires gouvernementaux s'assurent que la vérité dérangeante n'atteigne qu'une fraction marginale de leur électorat.

Parmi les nombreux exemples, tous plus absurdes les uns que les autres, je peux citer un échantillon de désinformation représentatif par sa grossièreté.

Le 23 juin, la chaîne de télévision française LCI, faisant partie du TOP-5 des entités de propagande et de désinformation au service des pouvoirs successifs, diffuse en boucle l'enre-

mée et leur fuite de la péninsule sous la redoutable pression militaire ukrainienne.

Cependant, il y a un petit souci. Lorsque la personne figurant dans la séquence vidéo a constaté avec surprise que sa publication anodine sur les réseaux sociaux était massivement exploitée par la propagande ukrainienne et occidentale, elle a précisé que cette vidéo, bien qu'authentique, concernait un problème de transport ferroviaire ponctuel dans une région de la Russie qu'elle avait visitée et qui n'a rien à voir avec la Crimée, mais qu'en plus elle n'a jamais mis les pieds en Crimée.

Concernant la situation réelle de la circulation ferroviaire entre la Crimée et la Russie continentale, elle est tout à fait convenable. Personnellement, j'ai emprunté un train de voyageurs depuis Sotchi, à l'extrême sud de la Russie, le 30 juin 2026, pour arriver en Crimée le 1er juillet en traversant le pont de Crimée. Ce voyage s'est déroulé sans le moindre incident ni retard, ni au départ, ni à l'arrivée. Il en fut de même pour mon voyage de départ de Crimée.

Au-delà de leur excellence technologique, de leur propreté et confort supérieur aux trains de voyageurs français, les trains russes offrent des aménagements remarquables. Chaque voiture est dotée non pas d'une, mais de deux cabines de toilettes, ainsi que d'une cabine de douche. Chaque passager dispose d'un coffre-fort personnel près de son lit. Le Wi-fi est également à disposition des passagers, ainsi que l'accès à des films et émissions (de même que sur les vols des compagnies aériennes de haut standing). Une hôtesse dédiée à chaque voiture assure une disponibilité permanente, 24 heures sur 24, pour le service de boissons et d'une vaste sélection de produits, incluant des mets, en complément du wagon-restaurant accessible.

Le seul désagrément fut le transfert de tous les passagers en bus après le passage du pont de Crimée, afin de parcourir les 200 kilomètres restants par la route, hautement sécurisée par de nombreuses patrouilles militaires lourdement armées contre la menace aérienne. Ce transfert était une mesure de sécurité suite aux attaques terroristes par drones du régime ukrainien visant les trains de voyageurs en Crimée, ayant causé plusieurs décès parmi les civils.

Suite à la page 4

Ils ont dit



Alpha Bacar Barry, ministre de l'Education nationale, de l'alphabétisation, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle sortant, le 29 juillet 2026: « Les chantiers engagés constituent des bases solides qui méritent d'être consolidés afin de poursuivre la modernisation du système éducatif et répondre aux attentes légitimes de nos concitoyens. Je réaffirme ma conviction que l'éducation demeure le plus puissant levier de développement, de cohésion sociale et de prospérité pour notre pays. »



Bintou Keita, ministre de l'Education nationale, de l'alphabétisation, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, le 29 juillet 2026: « Je tiens à rendre un hommage appuyé à mon prédécesseur, M. le ministre Alpha Bacar Barry, ainsi qu'à l'ensemble de son équipe pour les efforts accomplis et les réformes engagées. Beaucoup de chantiers structurants sont aujourd'hui en cours de mise en œuvre ; ils constituent un patrimoine institutionnel que nous avons le devoir de préserver, de consolider et d'améliorer. L'action publique s'inscrit toujours dans la durée. Elle ne saurait être interrompue à chaque changement de responsable. C'est pourquoi, je place mon mandat sous le signe de la continuité des réformes engagées, conformément à la lettre de mission assignée à notre département. Ces priorités ne sauraient être atteintes que grâce à un engagement collectif. Je voudrais donc lancer un appel solennel à l'ensemble des cadres, des partenaires sociaux, des syndicats, des parents d'élèves ainsi qu'aux partenaires techniques et financiers du ministère pour une synergie d'action. Car, sans synergie, sans intersectorialité, sans coordination, il n'est pas possible d'atteindre les objectifs visés. »



occidentaux lors du sommet de l'OTAN, qui s'est tenu à Ankara les 7 et 8 juillet 2026. Cette tactique du régime de Kiev est devenue une constante prévisible, systématiquement employée avant chaque réunion importante avec ses soutiens, que ce soit par l'émergence soudaine

gistroment vidéo réalisé par une jeune femme russe en Crimée, où elle pleure et exprime son désir de retourner à Moscou : « ...oh mon dieu, pourquoi je suis ici ?! Je veux rentrer à Moscou ! ». Cette image était destinée à illustrer la panique générale des Russes en Cri-

Vite dit ...

Conakry-Bamako : le piège des rumeurs

Le 30 juillet 2026, plusieurs publications devenues virales sur les réseaux sociaux jetaient le trouble en affirmant que le *Baltic Leader*, un navire russe sous sanctions, aurait fait escale à Conakry. Aussitôt, les spéculations se sont multipliées, alimentant des conjectures quant à d'hypothétiques engagements confidentiels ou des agendas cachés. Pourtant, deux jours plus tôt à Bamako, la réalité diplomatique affichait un tout autre visage, alors que les présidents Bassirou Diomaye Faye et Assimi Goïta réaffirmaient haut et fort les liens historiques entre le Sénégal et le Mali. Cet écart saisissant entre la rumeur d'un navire et la réalité d'un sommet est illustratif de toute la fragilité du débat public actuel en Afrique de l'Ouest. Du côté de la diplomatie, la visite sénégalaise au Mali s'est déroulée en toute transparence, articulée autour de condoléances officielles, de la lutte contre le terrorisme et de la coopération économique. Du côté de la logistique, l'enjeu est parfaitement documenté. Selon nos informations, nous observons que c'est pour réduire sa dépendance face aux sanctions de la CEDEAO que le Mali a intensifié son transit par Conakry, faisant passer ses exportations via la Guinée de 299 tonnes en 2022 à 7 624 tonnes dès 2023. C'est là tout l'enjeu de notre pays. Le véritable défi ne réside donc pas dans une conspiration géopolitique, mais bien dans des facteurs structurels, tels les retards du port classé 399e mondial et l'insécurité qui pèse sur le corridor routier. Cette rhétorique combine amalgames sans preuves, insinuations et une décontextualisation habile qui détourne notre attention des urgences économiques pour alimenter un fantasme. Face aux spéculations, privilégions le pragmatisme en nous appuyant sur des preuves concrètes. Cela exige une transparence portuaire exemplaire, une clarté absolue sur le fret, l'aménagement des infrastructures et une diplomatie publique proactive capable de couper court aux bruits. La meilleure réponse aux affabulations restera toujours l'alignement des faits, des chiffres et des camions qui arrivent à l'heure à Bamako. Car, dans notre CEDEAO en quête de repères, notre plus noble mission n'est pas d'alimenter l'inquiétude, mais d'apporter la clarté. Entre nos deux pays, que le président Ahmed Sékou Touré qualifiait de deux poumons d'un même corps, les réseaux sociaux ne sauraient imposer leur tempo spéculatif. Qu'un navire circule relève de la simple réalité marchande, quand transformer une escale en théorie du complot procède d'une dérive professionnelle pour ceux qui en revendiquent le titre et la responsabilité. Pour notre part, l'urgence du moment n'est pas aux fantasmes et aux rumeurs, mais bien à la réalité des faits et au renforcement de notre coopération économique. Telle est la conviction qui guide notre vision du bon voisinage. ■

Par Alpha Abdoulaye Diallo

Suite de la page 3

La situation réelle en Crimée

L'accès à la nourriture

La propagande ukraino-occidentale laisse croire à ses consommateurs abusés que la situation alimentaire sur la péninsule est très grave et que l'unique chance pour les Russes de s'en sortir, c'est de s'enfuir.

Une fois de plus, la réalité est toute autre.

Les images sont plus parlantes que les paroles. Voici quelques photos des rayons de charcuterie, confiserie et café prises au milieu de juillet dans deux superettes différentes du sud de la Crimée (lieux de commerce alimentaire prédominants sur la péninsule). Ces images sont le reflet fidèle de ce qui est observé dans la myriade de commerces de proximité qui parsèment chaque ville de Crimée, une situation inchangée par rapport aux années antérieures, y compris avant le conflit.

L'accès à l'électricité

Les frappes de l'armée russe sur l'infrastructure énergétique ukrainienne visent à paralyser la production d'armements et de munitions, intimement liée à la disponibilité d'électricité. La Crimée, quant à elle, ne possède sur son territoire strictement aucune unité de production militaire. Depuis 2014, l'intégralité des capacités militaires nécessaires à la défense péninsulaire est acheminée depuis la Russie continentale.



Par ailleurs, les installations et bases militaires en Crimée ne dépendent nullement du réseau électrique civil de la péninsule. Elles disposent toutes de leurs propres générateurs diesel, assurant leur autonomie énergétique, tout comme les établissements hospitaliers qui activent automatiquement ces mêmes générateurs en cas de défaillance du réseau public.

Dès lors, les attaques ukrainiennes contre l'infrastructure énergétique de la Crimée ne sauraient avoir d'autre objectif que de terroriser la population civile en tentant de réduire son accès à l'énergie domestique - ce qui ne constitue rien d'autre qu'un crime de guerre selon la législation internationale en vigueur.

Cela dit, commettre des crimes de guerre dans l'espoir d'un impact dévastateur est une intention ; parvenir à les réaliser pleinement en est une autre. Si les coupures de courant prolongées affectent les ménages et les infrastructures civiles non critiques, leur caractère n'est nullement néfaste. La réalité est très éloignée des images de propagande ukraino-occidentale exposant une véritable déroute énergétique en Crimée, tandis que, par son réel impact, il ne s'agit que d'un élément inconfortable, mais parfaitement gérable. Un indicateur probant de la résilience du réseau électrique de la péninsule et de la limitation des dommages : la crème glacée et les produits surgelés continuent d'être vendus dans tous les points de vente alimentaires de Crimée, dans des conditions identiques à n'importe quelle autre période passée.

L'accès au carburant et les transports en commun

La propagande ukraino-occidentale dépeint la situation du transport routier en Crimée comme paralysée, au seuil de l'effondrement. Une photographie que j'ai prise le 10 juillet d'une des rues de la ville de Yalta illustre, une fois de plus, mieux que les paroles la « paralysie » des transports tant vantée. La réalité diverge ostensiblement des récits propagés auprès des masses occidentales crédules. Bien que des défis subsistent dans l'approvisionnement en carburant, la situation demeure gérable pour la vaste majorité des propriétaires de véhicules privés. De plus, pour ceux disposés à un coût

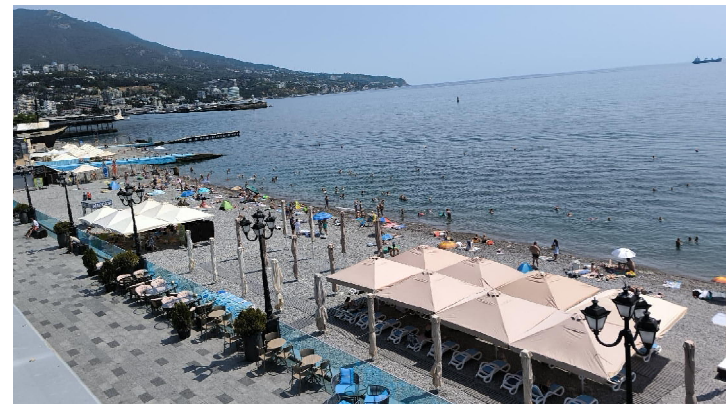
supérieur, l'acquisition de carburant reste possible à tout moment et en toute quantité. Le résultat concret des tentatives du régime de Kiev, soutenu



par l'Occident collectif, de commettre des crimes de guerre supplémentaires contre la population civile, se manifeste par une utilisation accrue des transports en commun, contribuant ainsi à l'amélioration de l'écologie déjà excellente de la péninsule. Les transports routiers en commun, quant à eux, ne rencontrent aucune difficulté d'approvisionnement en carburant et fonctionnent à régime normal. Les forces armées et les forces de l'ordre ne sont nullement concernées par la pénurie des hydrocarbures.

L'accès à l'eau potable

Les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité ne sont pas une nouveauté pour le régime de Kiev, dont les actions visent la population civile depuis bien avant le début de l'opération militaire spéciale russe en février 2022. Dès le 26 avril 2014, les ultranationalistes ayant accédé au



pouvoir par un coup d'État ont perpétré un crime en interrompant l'approvisionnement en eau douce de la Crimée, historiquement assuré par le « Canal de Crimée » depuis l'Ukraine. Les auteurs de ce crime, qualifié par la jurisprudence de crime contre l'humanité, espéraient ainsi anéantir l'agriculture et provoquer la dépopulation forcée de la péninsule. À cette époque, le canal satisfaisait jusqu'à 85% des besoins en eau douce de la Crimée, la dépendance de la péninsule à l'égard de l'Ukraine en matière d'eau douce étant ainsi même supérieure à la moyenne de la dépendance à la désalinisation des sept pays du Golfe Persique. Néanmoins, en 2014, Moscou a immédiatement pris des mesures significatives pour sécuriser

l'approvisionnement en eau douce de la Crimée, déjouant ainsi la catastrophe humanitaire et écologique planifiée par Kiev. Actuellement, la situation concernant l'accès à l'eau potable pour les ménages de la péninsule demeure globalement stable.

Le tourisme en Crimée

La campagne de désinformation ukraino-occidentale s'efforce de dépeindre une Crimée en proie à la panique, tant chez ses habitants que parmi les touristes, qui aspireraient désormais à fuir la péninsule dans la plus grande hâte. Or, la réalité observable contredit grandement ce narratif. Il n'existe aucune panique ni parmi la population locale, ni parmi les touristes russes continents. Il est indéniable que, suite à des menaces émises dès la fin juin concernant les intentions de Kiev de perpétrer des crimes de

guerre envers les civils, une fraction des vacanciers a effectivement choisi de réduire la durée de leur séjour. Néanmoins, l'observation du pont de Crimée révèle un flux de circulation équilibré, où le nombre de véhicules quittant la péninsule est comparable à celui des véhicules s'y rendant. Pour ceux qui ont opté pour la poursuite de leurs vacances, la situation reste assez similaire à celles constatées les années précédentes. À titre d'illustration, une photographie prise le 13 juillet sur la plage de Yalta atteste de cette réalité.

Concernant les infrastructures essentielles telles que l'approvisionnement en denrées alimentaires, en eau potable, en électricité, les transports publics et l'accès au carburant, les désagréments, bien que présents, restent sans commune mesure avec les allégations fallacieuses de la propagande occidentale et ukrainienne. Celle-ci, par la diffusion de fausses perspectives quant à la résolution du conflit, cherche à maintenir l'adhésion de ses propres populations à une guerre prolongée.

Quant à l'incidence sur les capacités militaires des forces armées russes stationnées en Crimée, elle est, tout simplement, quasi inexistante. ■

Par Oleg Nesterenko, Président du CCIE www.c-cie.eu

Crise à la Fesabag

Hadja Fatou Wann dénonce un « passage en force »



Hadja Fatou Wann, Secrétaire générale adjointe de la Fesabag. (© Fournie)

La Fédération Syndicale Autonome des Banques, Assurances et Microfinance de Guinée (FESABAG), traverse une grave crise de leadership. La Secrétaire générale adjointe, Hadja Fatou Wann, a publiquement dénoncé ce vendredi 24 juillet 2026 une tentative de « simulacre d'élection » organisée au siège de la Fédération.

Dans un communiqué transmis aux médias, Mme Wann accuse une « minorité de membres du Bureau exécutif » d'avoir procédé à la mise en place d'une nouvelle direction « dans un cadre restreint, sans consensus, sans consultation préalable de l'ensemble des Secrétaires généraux ».

« Je refuse de cautionner une telle démarche. Je refuse d'être associée à des décisions prises en violation de nos principes », a-t-elle déclaré.

Pour la dirigeante syndicale, cette initiative du 24 juillet 2026 constitue « une grave entorse aux principes démocratiques qui fondent notre Fédération ». Elle se « désolidarise formellement des actes posés » ce jour et de « toutes les décisions qui pourraient en découler ».

« La FESABAG est plus grande que chacun d'entre nous »

Hadja Fatou Wann rappelle que la FESABAG « n'est ni un patrimoine privé ni un instrument au service d'ambitions individuelles ». Elle l'a qualifiée d'« héritage de plusieurs générations de syndicalistes » qui se sont battus pour les travailleurs des banques, assurances et Institutions de micro-finance. Elle rend hommage aux anciens dirigeants disparus, les « regrettés Ibrahima Fofana, Louncény Camara et Abdoulaye Sow ».

La SGA de la FESABAG estime que seule une sortie de crise par le dialogue peut sauver l'organisation. « Je demeure convaincue qu'une seule voie peut restaurer durablement la confiance, fait-elle savoir. Celle du respect des textes, du dialogue sincère et de l'organisation

d'un congrès inclusif, souverain et fédérateur permettant à toutes les sensibilités de s'exprimer librement sur l'avenir de (la) Fédération. »

Dans son appel aux bases, Mme Wann exhorte tous les membres à refuser « toute confiscation de (la) Fédération », à défendre les « textes et à

préserver « l'héritage laissé par (les) anciens. »

Selon, « la FESABAG ne survivra que si elle demeure fidèle à ses principes fondateurs. Car

une vérité demeure et demeurera toujours : la FESABAG est plus grande que chacun d'entre nous. » ■

Par Gordio Kane



PRESENTS



INVEST GUINEA-USA 2026 ANNUAL FORUM

The leading platform to connect investors, businesses, entrepreneurs and decision-makers to Guinea's potential.



FORUM THEME

Culture, tourism, crafts, youth and sport: toward a creative Guinean economy, a strategic driver of growth and investment.



HILTON GARDEN INN GREENBELT

7810 Walker Drive
Greenbelt, MD 20770
United States



SATURDAY
5 SEPTEMBER
2026

INVEST GUINEA-USA 2026

Hilton Garden Inn Greenbelt
Greenbelt, MD 20770



SUNDAY
6 SEPTEMBER
2026

GUINEAN EXCELLENCE AWARDS 2026

Crowne Plaza Hotel Greenbelt
6400 Ivy Lane, Greenbelt,
MD 20770

WHY PARTICIPATE?



Access to investors and strategic partners



International visibility for your brand



Discover investment opportunities in Guinea



Networking with leaders and decision-makers



Contribute to Guinea's economic development



RESERVE YOUR SPOT TODAY!

Together, let's invest in Guinea's future.



(202) 900-6949

queenbglobalevents@gmail.com



www.queenbglobalevents.com

Guinean Excellence Awards Night 2026: Hawa Barry à la baguette de ce rendez-vous des élites

Après l'incontournable élection de Miss Guinée France, c'est le second volet du prestigieux diptyque événementiel de la diaspora guinéenne qui s'apprête à faire vibrer l'Amérique du Nord.

La très attendue 4e édition de la *Guinean Excellence Awards Night* se tiendra le dimanche 6 septembre 2026 dans le cadre

somptueux de l'hôtel Crowne Plaza de Greenbelt, au Maryland.

Véritable vitrine du rayonnement guinéen à l'international, cette soirée de gala célébrera le talent, le leadership et le dévouement des figures marquantes de la communauté et de ses alliés.

Aux commandes de cette gran-

de messe de l'excellence, Mme Diallo Hawa Barry, présidente-fondatrice et commissaire générale de *QueenB Global Event*, promet une immersion inoubliable. « *Cet événement réservera des moments d'éblouissement, explique-t-elle. Nous préparons une soirée d'exception, véritable carrefour de reconnaissance,*

de culture et d'unité. »

Cette cérémonie se veut un « *acte fort* ». Un hommage destiné à perpétuer la mémoire des réussites. Et à tisser des ponts durables et à porter haut les couleurs de l'excellence guinéenne et africaine, à l'unisson avec tous les partenaires du pays. ■

Par Tidiane Diallo



Mme Diallo Hawa Barry est aux commandes de cette grande messe de l'excellence. (© DR)

LibreTribune

FESABAG : cinq années de crise institutionnelle, une décision de justice toujours inexécutée et un appel au sursaut collectif

Cinq ans après un arrêt de la Cour d'appel de Conakry ordonnant leur réintégration, **Alpha Baldé et Makoura Onopogui** sortent du silence.

Face aux blocages récents et à la désignation contestée d'un nouveau Secrétaire général au sein de la Fédération Syndicale Autonome des Banques, Assurances et Microfinances de Guinée (FESABAG), les deux dirigeants appellent les travailleurs du secteur financier et les partenaires sociaux à un sursaut collectif pour restaurer la légalité, le respect des statuts et l'unité syndicale. Bonne lecture !

Le 5 octobre 2021, la Cour d'appel de Conakry rendait une décision devenue définitive ordonnant la réintégration des camarades Coumbassa Marie Yvonne, Baldé Alpha et Makoura Onopogui dans leurs fonctions respectives au sein de la Fédération Syndicale Autonome des Banques, Assurances et Microfinances de Guinée (FESABAG).

Cette décision, rendue au nom du peuple de Guinée, devait constituer une étape décisive vers le retour à la sérénité, au respect du droit et à la réconciliation au sein de notre Fédération.

Près de cinq années après son prononcé, cette décision demeure inexécutée.

Durant toute cette période, nous avons fait le choix de la retenue, du dialogue et de la responsabilité. Nous avons privilégié l'intérêt supérieur de la FESABAG, convaincus qu'aucune organisation syndicale ne peut durablement prospérer en dehors du respect de ses textes, de ses valeurs fondamentales et des décisions rendues par la justice. Aujourd'hui, force est de constater que les événements récents démontrent que cette crise n'a jamais été véritablement résolue. Une transition institutionnelle

qui devait préserver l'unité de la Fédération.

Après la disparition de notre regretté camarade Abdoulaye Sow, dont l'engagement, le dévouement et les sacrifices pour la défense des travailleurs resteront gravés dans la mémoire collective de la FESABAG, notre Fédération avait plus que jamais besoin d'une transition institutionnelle apaisée, consensuelle et conforme à ses textes.

L'acceptation par le Secrétaire général par intérim de nouvelles responsabilités au sein d'une organisation représentative des employeurs aurait dû conduire, dans l'intérêt supérieur de la FESABAG, à une transition exemplaire permettant d'assurer la continuité institutionnelle, de renforcer la cohésion interne, de favoriser l'exécution de la décision de justice et de réunir toutes les sensibilités autour d'un objectif commun : préserver l'unité de notre organisation.

Malheureusement, aucune initiative durable n'a permis, jusqu'à présent, de restaurer pleinement la confiance, de rapprocher les différentes sensibilités et de garantir le règlement définitif des différends qui fragilisent notre Fédération.

Une crise institutionnelle qui appelle à la responsabilité

Au fil des années, cette situation a entretenu un climat de tensions et de contestations dont les conséquences sont aujourd'hui visibles.

Les événements du 24 juillet 2026 ne constituent donc pas un fait isolé. Ils apparaissent comme l'aboutissement d'une crise institutionnelle qui, faute d'avoir été résolue dans le respect du droit et de la concertation, a progressivement fragilisé les fondements démocratiques de notre organisation.

Le vendredi 24 juillet 2026, un nombre limité de membres du Bureau exécutif s'est réuni au siège de la FESABAG afin de procéder à la désignation d'un nouveau Secrétaire général dans un cadre restreint, sans implication des délégations syndicales, des Secrétaires généraux et des élus de base. Nous estimons qu'une organisation syndicale représentant des milliers de travailleurs ne peut engager son avenir en dehors d'un processus inclusif, transparent et conforme à ses statuts.

La légitimité syndicale ne se décrète pas. Elle repose sur le respect des textes, l'adhésion des structures affiliées et la confiance des travailleurs.

Une alerte aux travailleurs et aux élus de base

Ce qui est en cause aujourd'hui dépasse les personnes et les ambitions individuelles.

Il s'agit de la crédibilité de notre Fédération, du respect de ses textes, de la confiance des travailleurs et de l'avenir même de la FESABAG.

Nous lançons un appel solennel aux travailleuses et travailleurs du secteur financier, aux élus de base et aux Secrétaires généraux des organisations affiliées.

La FESABAG n'appartient à aucun individu, à aucun groupe ni à aucune génération. Elle appartient à toutes celles et tous ceux qui, par leur engagement quotidien, font vivre le mouvement syndical dans les banques, les assurances et les institutions de microfinance.

Les élus de base constituent le socle de la légitimité démocratique de notre Fédération. Ils ont la responsabilité de veiller au respect des statuts, de l'histoire et des valeurs qui ont construit la FESABAG.

Appel aux partenaires sociaux

Nous lançons également un appel solennel aux employeurs, à l'Association professionnelle des banques, aux institutions du dialogue social, aux organisations syndicales nationales et internationales.

La qualité du dialogue social dépend de la crédibilité et de la légitimité des organisations qui représentent les travailleurs. Nous invitons l'ensemble des partenaires sociaux à encourager toutes les parties prenantes à privilégier le respect du droit, des statuts, des décisions de justice et des principes démocratiques.

Il est dans l'intérêt de tous que la FESABAG demeure une organisation forte, crédible, responsable et capable de jouer pleinement son rôle dans la défense des travailleurs et la construction d'un dialogue social stable.

Notre engagement

Notre démarche n'est dirigée contre personne. Elle est dirigée en faveur d'un principe fondamental : le respect du droit. Nous réaffirmons notre attachement au dialogue, à la paix sociale et à la démocratie syndicale.

Nous demeurons convaincus qu'aucune sortie de crise dura-

ble ne pourra être obtenue sans : le respect de la décision de justice du 5 octobre 2021 ; le respect des statuts de la FESABAG ; la restauration d'un processus démocratique et inclusif ; la participation de toutes les composantes de la Fédération.

Le congrès demeure l'instance naturelle, souveraine et légitime pour redonner la parole aux travailleurs et permettre à la FESABAG de retrouver son unité, sa crédibilité et son rayonnement. Nous refusons que cette crise devienne une fatalité.

Nous refusons que l'autorité de la justice soit affaiblie.

Nous refusons que la voix des travailleurs soit confisquée.

Une décision de justice qui demeure sans exécution fragilise la confiance dans les institutions.

Des statuts qui ne sont plus pleinement respectés affaiblissent la démocratie syndicale.

Une Fédération qui ne rassemble plus toutes ses forces compromet sa capacité à défendre efficacement les travailleurs. Il est encore temps de préserver l'héritage de celles et ceux qui ont construit la FESABAG.

Il est encore temps de restaurer l'unité, la légalité et la confiance. Parce qu'une décision de justice ne peut rester lettre morte.

Parce qu'une organisation syndicale ne peut vivre sans démocratie.

Parce que les travailleurs de Guinée méritent une FESABAG forte, crédible et exemplaire.

Vive la solidarité syndicale !
Vive l'unité des travailleurs !
Vive la FESABAG !

Fait à Conakry, le 27 juillet 2026

Baldé Alpha

Makoura Onopogui

Responsables syndicaux concernés par la décision de justice du 5 octobre 2021.

le populaire



Abonnement

Le Populaire Conakry

📌 Youscribe

<https://www.youscribe.com/lepopulaireconakry/>

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.

Le Port autonome de Conakry obtient la certification ISO 9001 version 2015

Les autorités du Port autonome de Conakry (PAC) ont célébré, samedi 1er août 2026, l'obtention de la certification ISO 9001 version 2015, norme internationale de management de la qualité.

La cérémonie s'est tenue en présence du conseiller du ministre des Transports chargé des questions maritimes et terrestres, **Mamadou Keïta**, du Directeur général du PAC, **Ali Koïta**, des cadres de l'institution et des concessionnaires ALG et Albarak.

Pour le DG Ali Koïta, « la norme ISO, ce n'est pas un diplôme accroché à la Direction générale. » « C'est un contrat que nous signons avec nos clients », a-t-il ajouté. Il a aussi rappelé le rôle stratégique du port qui concentre 90 % des échanges commerciaux de la Guinée.

« Quand nous sommes performants, c'est l'économie guinéenne qui respire », a-t-il ajouté.

Cette quête d'excellence s'inscrit dans un contexte de défis majeurs pour l'infrastructure portuaire de la capitale. En effet, selon les données de l'Indice de performance des ports à conteneurs (CPPI) établi conjointement par la Banque mondiale et S&P Global Market Intelligence, le Port de Conakry a connu une trajectoire mouvementée ces dernières années. Alors qu'il occupait la **197e place mondiale en 2023** et la **235e en 2024**, une performance qui le hissait alors au premier rang des infrastructures portuaires d'Afrique de l'Ouest, le port s'est vu rétrograder au **399e rang** mondial dans l'édition 2025 du classement.

Ce recul a principalement été attribué par les experts de la Banque mondiale à une forte congestion portuaire, sous l'effet d'une croissance spectaculaire du trafic maritime marquée par une **hausse de plus de 50 % des volumes enregistrés entre 2022 et 2025**, atteignant ainsi dès aujourd'hui des seuils initialement projetés pour **2030** et à l'allongement consécutif des temps d'escale.

Face à cet engorgement et aux travaux d'extension en cours, la réponse par la démarche qualité apparaît comme un levier central pour fluidifier les opérations et corriger les retards de manutention. ■

Par Alpha A. Diallo

Ancien «pivot technique», Djénabou Touré prend les rênes du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation

Ce vendredi 31 juillet, la cérémonie de passation de service du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation (MATD) a été le théâtre d'un vibrant hommage.

En dressant le bilan de son passage à la tête de ce département stratégique, le ministre sortant, le général Ibrahim Kalil Condé, a tenu à mettre en lumière celle qui lui succède, en la personne de Djénabou Touré.

Loin d'être un simple passage de témoin protocolaire, cet événement a mis en exergue la reconnaissance méritée d'une technicienne hors pair devenue la figure de proue des grandes réformes institutionnelles du pays.

Durant son mandat, le général Ibrahim Kalil Condé a dû faire face à une mission d'envergure historique consistant à piloter le retour de la nation à l'ordre constitutionnel.

Un chantier titanesque marqué par des réformes structurelles profondes, allant de l'assainissement de l'espace politique vers la mise en place conjointe du registre national des personnes physiques et d'un fichier électoral rigoureux.

Derrière ces succès jalonnés par l'organisation de scrutins majeurs, englobant le référendum constitutionnel, l'élection présidentielle et le double scrutin législatif et communal, se trouve un pilier incontesté.

En qualifiant Djénabou Touré comme la « *pièce maîtresse* » et le « *pivot technique* » de cette réussite collective, le ministre



La nomination de Djénabou Touré à la tête du MATD apparaît, selon les mots de son prédécesseur, comme la « juste et brillante récompense de son mérite ». (© DR)

sortant a fait preuve d'une grande honnêteté intellectuelle. Ancienne directrice générale de la Direction générale des élections (DGE), la nouvelle ministre a su mettre sa maîtrise technique de l'état civil ainsi que son exigence professionnelle au service de l'intérêt général.

La consécration du mérite et de la compétence

La nomination de Djénabou Touré à la tête du MATD apparaît, selon les mots de son prédé-

cesseur, comme la « *juste et brillante récompense de son mérite* ».

Fondée sur une collaboration étroite et harmonieuse, leur synergie de travail a démontré que l'efficacité administrative repose avant tout sur l'expertise jointe à la dévotion aux services publics.

En confiant les destinées du MATD à une gestionnaire qualifiée d'éclairée, patriote et intègre, les autorités placent l'institution entre des mains expertes. Le vibrant appel adressé aux cadres, chefs de service et partenaires techniques, formulé afin de l'inviter à lui accorder la même loyauté, la même disponibilité et la même ardeur au travail, témoigne de la solidité du socle sur lequel la nouvelle ministre s'apprête à bâtir la suite des réformes.

En prenant officiellement ses fonctions, la ministre Djénabou Touré hérite d'un département dont les chantiers de l'État sont infinis. Toutefois, par sa connaissance intime des rouages électoraux et administratifs, elle représente cette nouvelle génération de technocrates capables de transformer des défis complexes en succès concrets. Son accession au poste de ministre consacre non seulement son parcours d'experte rigoureuse, mais elle envoie également un signal fort quant à la valorisation de la compétence couplée au travail de fond au sein de l'administration publique guinéenne. ■

Par Racine Dieng

Bar Plein-Air

Un cadre idéal pour les grandes retrouvailles



Chez Tonton Daki



Rendez-vous à

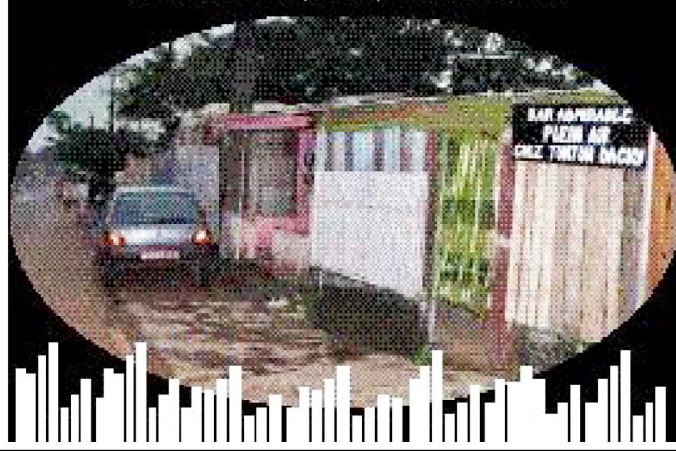
Kissita

GBESSIA CITÉ DE L'AIR
SUR LA T2 AÉROPORT - CHÂTEAU D'EAU

Tél: 622 98 78 36

Bar de 50 places

Terrasse couverte pour votre confort
Plein air de 150 places pour non-fumeurs



L'ambassadeur de France Luc Briard aux côtés de Boubacar Yacine Diallo pour préparer le futur régulateur des médias

En visite de travail au siège de la Haute autorité de la communication (HAC) ce jeudi 30 juillet 2026, l'ambassadeur de France en Guinée, **SE M. Luc Briard**, a affirmé l'engagement de Paris à soutenir Conakry dans la transition vers une nouvelle instance de régulation constitutionnelle.

Accueilli chaleureusement par le président de l'institution, le journaliste et auteur Boubacar Yacine Diallo, le diplomate français a souligné la portée historique des échanges qu'il a eus avec son hôte, centrés sur les défis contemporains du paysage médiatique. Au cœur des discussions figurait la complexité de réguler un espace civique et informationnel en pleine mutation, poussant l'ambassadeur à insister sur le fait qu'il est venu « dans ce lieu chargé d'histoire » qu'est le siège de l'institution, qu'il a « découvert grâce au président de la HAC. »

« Nous avons parlé de ce qu'est la régulation de l'espace médiatique et civique par la HAC. On sait que l'information évolue dans le monde entier, à la fois par le bas, avec la question des réseaux sociaux, des influenceurs, des nouvelles formes de journalisme, et puis par le haut, avec le rachat parfois par des groupes privés des espaces d'information. Donc le rôle de la régulation est important, mais il ne doit pas se faire au détriment de la liberté de la presse et de la liberté d'expression. Et donc, c'est à quel endroit on met le curseur. »

SE M. Luc Briard a également

salué la vision globale portée par le président Boubacar Yacine Diallo, qui s'attaque aux chantiers cruciaux de la formation, de l'accréditation et de la viabilité financière des entreprises de presse. Avant d'ajouter qu'il a « pu apprécier la vision du président de la HAC, à la fois sur cet aspect de régulation, sur les enjeux de formation, d'accréditation et du modèle économique des médias, parce qu'il faut stabiliser, il faut que les entreprises de presse offrent une prévisibilité afin qu'elles puissent consolider leur modèle économique. »

Pour sceller cette convergence de vues face à des défis jugés similaires de part et d'autre, les deux personnalités ont acté la tenue prochaine d'un événement rassembleur.

« Nous sommes convenus que nous allons essayer d'organiser une table ronde à la rentrée entre la HAC et les associations de journalisme pour mieux comprendre les enjeux de la presse et de l'information aujourd'hui en Guinée, mais aussi en France, affirme-t-il. Parce que nous faisons face à des défis assez similaires. »

Le point culminant de cette visite réside dans l'annonce d'une refonte du paysage insti-

tutionnel national, la HAC actuelle s'appretant à céder sa place à un nouvel organe alors que « ces travaux serviront à accompagner l'évolution du mandat de la HAC, qui va être discutée pour laisser place à un nouvel organe de régulation

prévu par la Constitution et dont la loi organique devra être adoptée par le Parlement guinéen à la rentrée. »

Face à cette transition imminente, l'ambassadeur de France a conclu en réitérant la disposition de son pays à accompa-

agner cette réflexion afin que cette nouvelle institution soit la plus crédible possible. ■

Par Racine Dieng



Le président de la HAC, Boubacar Yacine Diallo, a reçu l'ambassadeur de France en Guinée, Luc Briard (au centre), accompagné de son conseiller politique, Éloi Mauratille. (© Le Populaire)

Chronique

Transmettre...

Complice de scène et ami de **Maître Barry**, l'ancien directeur du CCFG Daniel Couriol honore la mémoire du regretté virtuose de l'*African Groove*. Une chronique empreinte d'amitié, de mélancolie et d'un plaidoyer sans concession pour la sauvegarde du patrimoine musical guinéen.

Le 26 juillet 2022 décédait Maître Barry, immense saxophoniste mais pas seulement : multi-instrumentiste, chef d'orchestre. Il est considéré comme le fils spirituel de Momo Wandel Soumah. L'objet de cette chronique n'est pas de décrire son parcours exemplaire entièrement dédié à la musique africaine, et plus particulièrement guinéenne. Jean-Baptiste Williams ou Justin Morel Junior seraient bien mieux placés que moi pour trouver les mots justes, la résonance historique de son travail et de son influence.

Mais pour moi, se souvenir de Maître Barry, cet immense musicien, c'est d'abord penser aux moments exceptionnels d'amitié que nous avons vécus ensemble, sur scène et à la ville... C'est lui adresser un message de reconnaissance, puisqu'il m'avait persuadé de remonter sur scène au piano avec l'African Groove, son orchestre aux multiples talents... et de l'accompagner



Daniel Couriol
écrivain, expert-consultant,
ancien Directeur général
du Centre culturel
franco-guinéen (CCFG)

pour la création d'un festival de jazz, *Musiques sans Frontières*, alors que j'étais directeur du Centre Culturel Franco-Guinéen de Conakry. C'est enfin émettre le vœu que l'apprentissage des instruments à vent soit priorisé en Guinée afin que cette dimension musicale demeure et se développe. Et c'est précisément là où je veux en venir.

Il n'avait eu de cesse de s'inquiéter de la transmission et de l'apprentissage de certains instruments clés pour le jazz comme le saxophone, le trombone ou la trompette, pour ne parler que des instruments à vent... Il regrettait qu'il n'y ait pas de véritable lieu en Guinée pour un tel apprentissage, et déplorait le risque artistique que cela représentait pour le pays.

Son constat était vrai et demeure plus que jamais d'actualité.

Ces instruments coûtent cher. Pour transmettre, encore faut-il qu'il y ait des artistes, des lieux, des structures et des budgets consacrés à cette ambition.

Alors, au décès de Maître Barry, les louanges méritées ont accompagné notre deuil. Mais dans un pays où les convois funéraires vont plus vite que les ambulances, peut-être faudrait-il s'interroger : pourquoi l'analyse des mérites des grandes figures artistiques est-elle aussi brillante au moment de leur décès, et l'aide pour les encourager aussi défaille de leur vivant ?

Y répondre et entreprendre ce qui doit l'être serait la meilleure manière de faire en sorte que l'hommage justifié qui leur est rendu devienne enfin une promesse d'avenir ! ■

Par Daniel Couriol

Sagesse

1 En affaires, mentir n'est jamais nécessaire, rarement utile et toujours dangereux.
Auguste Detoef

2 En amour comme à la guerre, tous les coups sont permis

3 En caractère, manière, style, en toutes choses, l'excellence suprême est la simplicité.
Henry Longfellow

4 En demandant l'impossible, nous obtenons le meilleur possible.
Italien

5 En entreprise libérée, on ne perd pas le contrôle : on le partage.
Fabrice Audrain



Lisez et faites lire

www.wondima.com



Lansanaya barrage,
Matoto, Conakry.
+224 624249398
666392909

alfaguinee28@gmail.com
https://www.facebook.com/Guinee28

www.guinee28.info

www.focusguinee.info



Remaniement à la Présidence et au Gouvernement

Ministres entrants, permutants et sortants désormais fixés par décret

Le président Mamadi Doumbouya a procédé à une réorganisation stratégique de la Présidence et du Gouvernement dirigé par le Premier ministre Bah Oury. Par une série de décrets, le chef de l'État a arrêté la liste des entrants, des permutants et des sortants. Voici l'équipe remaniée, appelée à s'installer au cœur de la Ve République pour relever les défis économiques, sociaux et institutionnels du pays.



À travers ce remaniement placé sous le sceau de l'excellence, le président Doumbouya ravive l'élan vital de la République. Bah Oury et son équipe sont attendus aux actes. (© Le Populaire)

Le président Mamadi Doumbouya lance un magnifique élan d'optimisme au sein de la République en procédant à un vaste remaniement empreint de renouveau et d'efficacité. Cette brillante réorganisation de l'appareil d'État témoigne d'une volonté manifeste de consolider les acquis démocratiques et de propulser le pays vers des sommets de prospérité inédits.

Au cœur de cette dynamique positive, le **général Amara Camara** prend les rênes en tant que ministre Secrétaire général à la Présidence et porte-parole de la Présidence de la République, assurant ainsi une communication fluide et inspirante. Il est chaleureusement épaulé par le **Dr Bernard Goumou**, qui met son immense expertise au service de la nation en devenant conseiller principal avec rang de ministre d'État.

La haute direction de la Présidence brille par l'excellence de

ses nouveaux ambassadeurs de l'action publique.

Djiba Diakité met sa vision au service de sa fonction de ministre-directeur de cabinet, secondé par l'économiste **Fodé Amadou Fofana** au poste de chef de cabinet, ainsi que par le **général de brigade Mohamed Amine Camara**, dont la rigueur caractérise l'exercice de ses fonctions de chef d'état-major particulier du chef de l'État.

La voix du gouvernement se pare également d'un éclat nouveau. **Faya François Bourouno**, dont le leadership au ministère de la Modernisation de l'Administration et de la Fonction publique fait l'unanimité, endosse avec brio le costume de porte-parole du Gouvernement. Il est secondé par le dynamique **Moussa Moïse Sylla**, ministre de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat, qui insuffle sa créativité au poste de porte-parole adjoint.

L'excellence féminine est magnifiquement à l'honneur avec

l'intégration de figures inspirantes au sein du pôle de conseil présidentiel.

Dre Diaka Sidibé met sa passion et son savoir au service des dossiers cruciaux de l'Éducation, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche scientifique.

De son côté, **Pauline Patricia Adeline Lamah** apporte sa profonde sensibilité en tant que conseillère spécifiquement chargée des questions de la femme, de la famille et des solidarités.

La nouvelle équipe gouvernementale

Cette magnifique équipe gouvernementale nommée le 27 juillet 2026, pilotée par le Premier ministre Amadou Oury Bah et complétée par des personnalités hautement qualifiées, représente l'expertise et la promesse d'un avenir radieux sous le leadership du président Doumbouya.

Amadou Oury Bah, Premier ministre, Chef du gouvernement.

Appelé aux commandes de la primature le 27 février 2024, puis reconduit dans ses fonctions le 26 janvier 2026, véritable chef d'orchestre de l'exécutif, il coordonne avec brio l'ensemble de l'action gouvernementale pour assurer le bien-être de tous les citoyens. Illustrant ainsi la constance et la vision au sommet de l'État.

Ibrahima Sory Il Tounkara, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme.

Confié à cette haute responsabilité le 2 février 2026, garant vigilant de l'état de droit, il veille sans relâche à la primauté du droit, à l'équité et à la protection des libertés fondamentales, incarnant la rigueur morale indispensable à l'équilibre institutionnel.

Général Ibrahima Kalil Condé, Ministre délégué auprès du Président de la République, chargé de la Défense Nationale.

Appelé au sein de l'équipe gouvernementale le 13 mars 2024 avant d'être repositionné à ce

poste stratégique, ce stratège rigoureux, veille avec vaillance sur la sécurité et la souveraineté du territoire national, symbolisant l'inlassable protection des frontières et de la paix civile.

Djénabou Touré, Ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation.

Promue à la tête de ce ministère le 27 juillet 2026, cette experte reconnue apporte son immense talent et sa maîtrise des dynamiques institutionnelles pour consolider la gouvernance locale et la proximité citoyenne, illustrant le renouveau de l'administration territoriale.

Général Ahmed Mohamed Oury Diallo, Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile.

Investi de cette mission de sécurité le 2 février 2026, ce professionnel aguerri de la sécurité publique assure avec fermeté et discernement la quiétude et la protection de chaque habitant, représentant le rempart de l'ordre républicain.

Dr Morissanda Kouyaté, Ministre des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Guinéens Établis à l'Étranger.

Actif au sein de l'exécutif de transition de manière ininterrompue depuis le 25 octobre 2021, diplomate émérite au rayonnement international incontesté, il porte haut et fort la voix de la nation sur la scène internationale, incarnant l'ouverture diplomatique et le lien indéfectible avec la diaspora.

Mariama Ciré Sylla, Ministre de l'Économie, des Finances et du Budget. Installée à la barre de l'économie nationale le 2 février 2026, financière rigoureuse, elle pilote avec clairvoyance la prospérité économique et la saine gestion des deniers publics, symbolisant l'orthodoxie financière et la confiance des partenaires.

Ismaël Nabé, Ministre du Plan, de la Coopération Internationale et

du Développement. Intégré dans l'équipe ministérielle lors du remaniement du 13 mars 2024, architecte de la croissance à long terme, il tisse des partenariats fructueux pour bâtir le développement durable du pays, imprimant la dynamique des investissements structurants.

Mory Condé, Ministre de l'Emploi, du Travail et de la Protection Sociale. Présent dans l'équipe dirigeante depuis le 25 octobre 2021 et redéployé vers ce secteur social, homme de terrain engagé, il œuvre passionnément pour l'épanouissement des travailleurs et le renforcement du filet social, incarnant la justice et la solidarité au travail.

Faya François Bourouno, Ministre de la Modernisation de l'Administration et de la Fonction Publique. Il rejoint le gouvernement le 13 mars 2024 pour piloter les réformes de l'État. Réformateur déterminé, il modernise l'appareil d'État pour offrir un service public toujours plus performant, représentant la transition vers une administration agile et transparente.

Bouna Sylla, Ministre des Mines et de la Géologie. Appelé à diriger ce secteur clé le 13 mars 2024, expert avisé des industries extractives, il valorise judicieusement les immenses richesses du sous-sol, symbolisant la prospérité minière partagée au service de la communauté.

Félix Lamah, Ministre de l'Agriculture. En poste au cœur de l'exécutif depuis sa nomination le 13 mars 2024, passionné par la terre et le monde paysan, il cultive l'autosuffisance alimentaire et stimule la vitalité du monde rural, incarnant le renouveau agricole national.

Suite à la page 10



www.karakannews.com

Site d'information générale et d'analyse
Tél. : +224 622 72 01 20
karakannews@gmail.com



site d'informations générales du droit
guinéen créé en 2017.
makoura65@gmail.com
+ 224 624 346 264
Coankry, Guinée



Les informations sur la Guinée en un seul clic

www.laguinee.info

+224 621 090 818 / +224 621 372 426
Koloma2 Carrefour Cirage, C/ Ratoma.
contactlaguinee@gmail.com /
ibrahimasory624@gmail.com



www.actuguinee.org

L'Actualité Guinéenne sur le web,
c'est sur www.actuguinee.org
actuguinee.org@gmail.com
https://www.facebook.com/actuguinee.org/
Tél.: 622 46 29 29

Suite de la page 10

Alpha Bacar Barry, Ministre de l'Élevage Membre. Influent de l'équipe gouvernementale depuis le lancement de la transition le 25 octobre 2021, innovateur et stratège, il va développer les filières pastorales, représentant la diversification intelligente des leviers économiques locaux.

Fatima Camara, Ministre de la Pêche et de l'Économie Maritime. Nommée pour piloter l'économie maritime le 13 mars 2024, elle est une défensive acharnée des richesses bleues. Ce ministère valorise les immenses ressources halieutiques et l'exploitation durable du littoral.

Aboubacar Kourouma, Ministre de l'Industrie et du Commerce. Intégré dans l'équipe ministérielle lors du décret du 27 juillet 2026, l'une de ses missions est de stimuler la production locale et de favoriser un climat des affaires florissant.

Djami Diallo, Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique. Académique chevronnée, elle place l'excellence au cœur de son engagement.

Bintou Keita, Ministre de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle.

Conviée à porter cette mission éducative le 27 juillet 2026, elle est forte de sa riche expérience onusienne. Elle met son leadership au service de la formation et de la refondation qualitative du système éducatif.

Moussa Moïse Sylla, Ministre de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat. Nommé à la tête de ce département le 13 mars 2024, ambassadeur passionné du patrimoine, il célèbre et promeut la riche diversité culturelle, incarnant le ciment de l'unité nationale à travers les arts.

Khaïté Sali, Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique. Appelée à diriger les affaires de la santé publique le 2 février 2026, cette professionnelle de la santé est dévouée. Et veille avec rigueur sur le bien-être de l'ensemble de la population.

Aminata Kaba, Ministre de la Femme, de la Famille et de la Solidarité. Elle renforce les liens de solidarité au cœur de la société, symbolisant l'autonomisation des femmes et la cohésion familiale.

Lansana Béa Diallo, Ministre de la Jeunesse. Cette figure signe son retour et est réputée proche des citoyens. Sa tâche es de canaliser l'énergie de la jeunesse pour en faire le véritable moteur du changement.

Cellou Baldé, Ministre des Sports. Porté à la tête du département des sports le 29 juillet 2025, fédérateur et passionné, il inspire les talents sportifs et rassemble la nation autour des valeurs de dépassement de soi, symbolisant la fierté nationale à travers l'exploit sportif.

Facinet Sylla, Ministre des Infrastructures. Actif dans l'appareil gouvernemental depuis sa nomination le 13 mars 2024, bâtisseur infatigable, il modernise le réseau routier et pilote les grands travaux, incarnant le désenclavement et la modernisation physique du territoire.

Ousmane Gaoual Diallo, Ministre des Transports. Présent de manière continue au sein des différents gouvernements depuis le 25 octobre 2021, communicateur et gestionnaire aguerri, il fluidifie la mobilité des personnes et des biens, représentant l'efficacité logistique et l'interconnexion du pays.

Mourana Soumah, Ministre de la Communication, de l'Économie Numérique et de l'Innovation. Visionnaire des technologies, il propulse la Guinée dans l'ère du numérique, symbolisant la transition digitale et la connexion des citoyens aux opportunités du futur.

Fassou Théa, Ministre de l'Environnement et du Développement Durable. Nommé pour préserver l'environnement à compter du 29 juillet 2025, éco-citoyen engagé, il protège la nature et préserve le patrimoine vert, incarnant la responsabilité climatique pour les générations futures.

Laye Sékou Camara, Ministre de l'Énergie. Confié à la gestion du secteur énergétique le 29 juillet 2025, ingénieur visionnaire, il illumine les foyers et alimente le développement industriel en énergie fiable. Il est au cœur de la vitalité productive et domestique.

Aboubacar Camara, Ministre de l'Assainissement, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures. Intégré dans l'exécutif lors du remaniement du 13 mars 2024, gestionnaire rigoureux des ressources vitales, il garantit l'accès à l'eau potable et à un cadre de vie sain, incarnant le bien-être fondamental des populations.

Mohamed Lamine Sy Savané, Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire. Intégré au sein de l'équipe gouvernementale de la transition, urbaniste inspiré, il façonne des villes modernes et harmonieuses. Veille à la planification urbaine durable

et à l'accès à un cadre de vie de qualité pour tous les habitants de la Guinée.

Tamba Benoît Kamano, Ministre Secrétaire Général du Gouvernement. Installé au secrétariat général de l'exécutif, ce technicien hors pair coordonne avec minutie le travail collégial de l'exécutif, représentant la rigueur administrative et la bonne marche institutionnelle.

Karamo Diawara, Ministre Secrétaire Général des Affaires Religieuses. En poste de manière constante au sein de l'équipe depuis le 25 octobre 2021, cet homme de foi et de sagesse cultive la tolérance et l'harmonie interreligieuse, incarnant la paix sociale et le vivre-ensemble spirituel en Guinée.

Considéré par de nombreux observateurs enthousiastes comme une magnifique consécration suite à la belle réussite des élections de fin de transition, ce gouvernement de compétence ouvre la voie à une ère radieuse, dans l'attente de la mise en place des prochaines grandes institutions de la Ve République. ■

Par Racine Dieng



INVEST GUINÉE USA 2026

FORUM ANNUEL

INVESTIR DANS LE POTENTIEL. CONSTRUIRE L'AVENIR.

La Guinée est **ouverte** aux affaires.
Des **opportunités** diversifiées.
Des **partenariats** stratégiques.
Une **croissance durable**.



5 SEPTEMBRE 2026
Samedi
Hilton Garden Inn
Greenbelt, Maryland, USA



**INVESTISSEURS
ENTREPRENEURS
LEADERS
DÉCIDEURS**



SECTEURS D'OPPORTUNITÉS
Mines • Énergie • Agriculture
Infrastructures • Tourisme
Industries créatives • Numérique
et plus encore



DÉJEUNER OFFERT
Découvrez le meilleur
de la cuisine guinéenne !



RÉSERVEZ VOTRE PLACE DÈS MAINTENANT !



PLACES LIMITÉES
Inscription obligatoire
et gratuite.



**INSCRIVEZ-VOUS
MAINTENANT**

Rejoignez des investisseurs et des leaders du monde entier pour façonner l'avenir économique de la Guinée.

<https://www.eventbrite.com/e/invest-guinee-usa-2026-ahH0aL-forum-tickets-1992831750411>

le populaire



Abonnement

Le Populaire Conakry

📌 Youscribe

<https://www.youscribe.com/lepopulaireconakry/>

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.

Tribune / Général de brigade Mohamed Amine Camara

Le parcours inspirant d'un officier au service du Président et de son pays

Au lendemain de la nomination du **Général de brigade Mohamed Amine Camara** comme Chef d'État-major particulier du Président de la République, le journaliste **Ibrahima Kalil Diallo** livre un témoignage engagé.

Fort de son expérience à ses côtés à l'ASCAD, l'ancien collaborateur revient sur le parcours, les réformes clés et les valeurs d'un officier au service de la République.



Le Président de la République a nommé le général de brigade Mohamed Amine Camara à la tête de son cabinet militaire, en qualité de Chef d'État-major particulier. (© Fournie)

Dans un décret lu à la télévision nationale le 30 juillet 2025, le Président de la République a nommé le Général de brigade Mohamed Amine Camara au poste de Chef d'État major particulier de son cabinet. Cette nomination a suscité une vague de réactions au sein de l'opinion guinéenne, tant chez nos compatriotes résidents que chez ceux établis à l'étranger. Parmi ces réactions, il y a celles qui louent la décision présidentielle et les valeurs de l'officier promu mais aussi celles qui pour des raisons incongrues trouvent à dire dans cette nomination. Chacun allant de son propre commentaire, j'ai décidé entant que citoyen, ami et ancien collaborateur de faire un témoignage surtout sur ses performances à l'ASCAD où je l'ai côtoyé pour éclairer d'avantage l'opinion sur l'homme qui a désormais la noble et exaltante mission de diriger le cabinet militaire du Président de la République. Car, la sagesse africaine nous apprend que pour juger, il faut

connaître, hors certains de ceux qui émettent des jugements sur l'homme et sur la décision présidentielle ne se fondent que sur des passions ou des considérations politico-politiciennes. La première chose à rappeler aux uns et autres, est que les lois de la République confèrent au Président de la République les prérogatives de nommer de façon libre et souveraine à toutes les fonctions civiles et militaires. De même il a le droit de nommer qui il veut dans son cabinet. La deuxième chose à comprendre, est que l'homme choisi pour occuper le poste de Chef d'État major particulier du Président de la République a la stature qu'il faut pour cette fonction. Car au-delà des jugements qui ont tendance à orienter les débats sur cette nomination sur des considérations ethnico-politiques, il y a l'homme promu, qui est lui, tout simplement un guinéen et un bon guinéen. Car entant que témoin oculaire de ses rapports avec ses collaborateurs, je peux confirmer

avec la plus grande confiance que le Général Amine Camara n'a jamais jugé ou traité quelqu'un par son nom de famille, sa région ou son appartenance ethnique.

Il a plutôt jugé les gens par leur talent, par leur travail et surtout par leur attachement aux valeurs de la République conformément à la devise de notre chère patrie « Travail- Justice- Solidarité ».

Qui est donc le Général Mohamed Amine Camara ?

Le parcours et les performances d'un officier au service de la nation

Militaire de carrière, cadre compétent et intègre, loyal et diplômé de la prestigieuse École de guerre de Paris, le Général de brigade Mohamed Amine Camara est un officier de l'armée guinéenne qui a gravi tous les échelons de la hiérarchie Militaire, Lieutenant Colonel et Directeur de l'ENSOA (École Nationale des Sous-officiers et Officiers de l'Armée) à la prise du pouvoir par le CNRD le 05 septembre 2021, il participe activement à la coordination des rencontres entre les différents acteurs de la nation et le CNRD dans le cadre des consultations nationales qui avaient abouti à la rédaction de la charte de la transition. En novembre 2021, il est nommé Directeur Général de l'Agence du Service Civique d'Action pour le Développement (ASCAD). Trois (3) ans plus tard, il est élevé au grade de Colonel plein avant d'être promu Général de brigade le 06 mars 2026 par le Président de la République. Bien que remercié de son poste de Directeur Général de l'ASCAD, le 29 mars 2026, le Général Amine continua son engagement derrière le Président loin des caméras et de l'œil du public.

De l'ENSOA à l'ASCAD, le parcours inspirant de l'officier.

Après avoir dirigé avec brio l'École Nationale des Sous - Officiers et Officiers de Manéah, c'est tout naturellement à l'ASCAD que le Général Amine contribuera de façon significative à la réussite des actions Présidentielles. Cette contribution s'accroissait notamment dans la formation professionnelle et l'emploi des jeunes. L'ASCAD et la preuve de la grandeur d'âme et de leadership de l'homme.

C'est quoi l'ASCAD ? Où le Général s'est encore illustré comme un leader éclairé soucieux de la réussite des actions Présidentielles. L'Agence du Service Civique d'Action pour le Développement est un service public à caractère administratif ayant pour mission la promotion de la formation civique et citoyenne des jeunes pour leur faire acquérir ou renforcer leur qualification professionnelle en vue de faciliter leur insertion socio- économique.

Ses performances entant que DG de l'ASCAD.

Son arrivée à la tête de la Direction Générale de l'ASCAD avait ouvert un nouveau chapitre dans le fonctionnement et la gestion des ressources de l'institution. Ainsi, dès sa nomination à la tête de l'Agence du Service Civique d'Action pour le Développement, quelques temps seulement après la prise du pouvoir par l'armée, le Lieutenant Colonel devenu Colonel plein a déployé toutes ses forces pour faire de son institution une vitrine en matière de formation et d'emploi jeunes. De 2021 jusqu'à son départ de l'institution en 2026, l'ASCAD a fait des progrès remarquables à tous les niveaux de son fonctionnement.

De la formation professionnelle, Civique et citoyenne des jeunes, en passant par la construction des nouveaux centres SCAD, au renforcement des capacités de son personnel, à l'introduction des nouvelles filières en passant par la signature des partenariats avec des organismes nationaux dans le cadre des formations, elle s'est illustrée comme un modèle de réussite pour la jeunesse guinéenne.

Sur le plan de la formation professionnelle, Civique et citoyenne

Pendant ses quatre (4) années et quelques de gestion, l'ASCAD a formé dans ses différents centres un total de plus de 2500 jeunes vulnérables dont l'âge varie entre 18 et 40 ans et qui sont, soit non scolarisés, déscolarisés, diplômés sans emploi. Ces jeunes ont été formés dans divers métiers de la vie dans les centres SCAD de Conakry, de Boké, de Kindia et Kankan notamment en (électricité, hôtellerie, froid et climatisation, menuiserie, mécanique moto, métallerie, soudure, conduite super poids, agent de prévention, agriculture, pisciculture, polyculture, transformation agro-alimentaire, conduite des engins lourds, et en transformation agro-alimentaire)

Sur le renforcement des capacités du personnel

Conscient que la réussite passe par la formation, au-delà de la formation des volontaires stagiaires il a impulsé une nouvelle dynamique de formation pour ses cadres. Parmi ces formations, il y a eu la formation pour le renforcement des capacités sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication (cadres de la Direction Générale et du centre SCAD de Conakry) ; la formation des formateurs en conduite des supers poids lourds faite par le Major Sébastien SIEWERS, coopérant français ; la formation sur le renforcement des capacités des cadres sur la prise de notes, la reformulation, le procès verbal, et sur le compte rendu en partenariat avec Institut Français sous facilitation de l'Expertise France), la formation des cadres par le Centre National de Perfectionnement à la Gestion (CNPGE) sur différents modules notamment sur la gestion de la communication institutionnelle et le marketing digital de Service, sur la rédaction administrative etc.

Sur le plan infrastructurel :

A ce niveau, la Direction Générale de l'ASCAD sous le leadership du Général Mohamed Amine Camara a construit, rénové et équipé les centres SCAD de Boké, de Kankan, de Mamou et de Faranah. Elle a également procédé à l'extension et à l'équipement du centre pilote de Conakry et à la pose de la première pierre pour la construction de celui de N'Zérékoré sans oublier celui de Kindia opérationnel depuis des années. Au moment où le Général Amine quittait l'institution, elle disposait de 04 centres opérationnels (Conakry, Kindia, Boké, Kankan), de deux (2) centres achevés ou presque (Mamou, Faranah), d'un (1) centre dont les études de faisabilité sont terminées (N'Zérékoré) et un autre en perspective (Labé).

Des nouvelles filières introduites sous sa direction.

Soucieux de faire profiter à plus de jeunes guinéens des services de son institution, il a opté pour la diversification des filières enseignées.

Suite à la page 12

Suite de la page 11

C'est ainsi que des nouvelles filières ont été introduites, au niveau du centre de Conakry notamment, la mécanique-moto, le Froid et climatisation. Au niveau du centre de Boké, l'aviculture et l'APS (agents de prévention et de sécurité) ont été introduites.

Au niveau du centre de Kankan, des filières comme la mécanique-moto, l'APS, la fabrication des briques en terre stabilisée, la polyculture, la conduite des engins lourds ont vu le jour. Quant au centre de Kindia, la filière machinisme agricole a été rajoutée.

Le suivi et l'insertion des volontaires.

La mission de l'ASCAD ne se limitant pas qu'à la formation des volontaires stagiaires, elle accompagne aussi ces jeunes dans le monde du travail. C'est pourquoi, elle a en son sein une division spécifique appelée Division d'Étude, de Suivi et d'Évaluation qui en collaboration avec la

division insertion suit le jeune formé de son entrée au centre jusqu'à l'obtention du boulot. Ainsi le taux d'insertion se situait autour de 80% des jeunes formés qui soit trouvent un emploi ou créent leur propre entreprise.

C'est le cas de certains stagiaires en froid et climatisation qui ont créé l'entreprise EGUIFEC- groupe ou en encore des jeunes de la filière plomberie qui ont créé l'entreprise Bloc des Plombiers Service (BPS)

Les Partenariats et conventions signés par L'ASCAD sous son leadership.

À son arrivée à la tête de l'Agence du service civique d'action pour le développement, soucieux de booster la formation et l'emploi des jeunes, le Général Amine a signé des partenariats avec plusieurs organismes nationaux dont : l'ANIES (Agence Nationale d'Inclusion Économique et Sociale) pour la formation de 500 jeunes issus des ménages vulnérables ;

l'ISAV/F (Institut des Sciences Agronomiques et Vétérinaires de Faranah pour l'aménagement du centre SCAD de Faranah en construction et le renforcement des capacités des cadres et travailleurs de deux parties ; la SONAPI (Société Nationale d'Aménagement et de la Promotion Immobilière) pour l'obtention de l'emploi pour les stagiaires sortants de l'ASCAD en BTP dans les chantiers de cette dernière. L'ANVJ (Agence Nationale du Volontariat-jeunesse) pour au total la formation de plus de 400 jeunes, agents de l'État et leaders sur le civisme et la citoyenneté.

Prises de contacts et visites pour renforcer ou explorer des pistes de partenariat.

Au-delà des conventions et des partenariats, L'ASCAD a aussi échangé avec beaucoup d'organismes dans le cadre de la formation et de l'emploi des jeunes.

Parmi ces organismes, nous avons le Ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, qui



De 2021 jusqu'à son départ de l'institution en 2026, l'ASCAD s'est hissée vers de nouveaux standards d'excellence, perfectionnant durablement ses rouages internes et opérationnels. (© Fournie)

avait sollicité à l'époque, l'assistance de l'ASCAD pour l'éducation civique et citoyenne des élèves de la future École Régionale des Arts et Métiers de Coyah (ERAM) ; la Direction nationale de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle ; le Ministère de l'Enseignement Supérieur pour la formation civique et citoyenne des Étudiants ; la société Mining House pour la mise à disposition des stagiaires de l'ASCAD pour la construction des aérodromes à l'intérieur du pays ; l'ONG mines sans frontières financée par l'US Forest service dans le cadre de la protection et de la préservation des eaux et forêts ; SOS villages d'enfants Guinée dans le cadre de la formation et de l'insertion des jeunes vulnérables ; Total- Énergies dans le cadre du renforcement du partenariat existant dans le domaine de la conduite engins lourds ; la Direction nationale de l'apprentissage professionnel post primaire et secondaire ; le Fonds de Développement Économique et Social (FDES) pour explorer des pistes de collaboration dans la formation et l'emploi jeunes ; la Cité de Solidarité dans le cadre de l'identification des centres et organisations œuvrant pour les personnes vulnérables ; le CAVE CANEM pour les volontaires stagiaires en APS ; L'ENTREPRISE TITO Électricité dans le cadre de l'insertion des volontaires stagiaires de la 05, 06 et 07 éme promotion de la filière électricité

Les partenaires traditionnels grâce à qui l'ASCAD obtient des résultats probants.

Ils sont nombreux ces partenaires traditionnels qui accompagnent de nuit comme de jour l'institution. Le premier parmi eux, est l'État guinéen qui à travers le secrétariat Général de la Présidence dirigé par le Général Amara Camara soutient toutes les initiatives de l'institution. Parmi les autres partenaires, à l'international, nous avons : l'AFD(agence française de

développement) qui a accompagné l'institution à travers le projet PAD-ASCAD, le PNUD à travers le projet INTEGRA ; Mérite International etc.

En plus de ces partenaires cités ci haut, des pourparlers étaient engagés avec la plus part des sociétés minières, entreprises de renom et agences gouvernementales évoluant dans les régions qui abritent les centres SCAD opérationnels.

Le but de ces pourparlers était de nouer éventuellement des partenariats avec ces structures dans le cadre de la formation et de l'emploi jeunes.

Visites reçues dans le cadre de la coopération internationale.

Au cours de ces quatre (4) années passées à la tête de l'institution, elle a reçu des coopérants mais aussi des consultants parmi lesquels on trouve : le Colonel Olivier DUCRET, directeur Afrique à la Direction Générale des relations internationales et de la stratégie des armées françaises ; le Lieutenant Colonel Yann BEGUE, coopérant français au compte du projet service civique d'aide à l'insertion en RDC et Isabelle RECOTILLET, consultante indépendante au profit du consortium AFD, ENABEL, et le GIZ. Toutes ces prouesses et tous ces résultats précités obtenus par cette institution grâce au leadership de celui qui est désormais le Chef d'État major particulier du Président de la République prouve à suffisance que le Général président a mis l'homme qu'il faut à la place qu'il faut. Puisse Dieu continuer à guider les pas du Général Amine pour le bien du Président et du pays. ■

Par Ibrahima Kalil Diallo,
journaliste et ancien
collaborateur du Général
Amine Camara

SOUS LE HAUT PATRONAGE DU MINISTÈRE DE LA CULTURE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT

QueenB Global Events
A Luxury Event Production Company

ymo

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT
MCTA

PRÉSENTENT

LES PRIX DE L'EXCELLENCE GUINEENNE 2026

HONORER LES LEADERS. CÉLÉBRER L'IMPACT.
INSPIRER LES GÉNÉRATIONS.

Guinée

RÉSERVEZ LA DATE
DIMANCHE
6 SEPTEMBRE 2026
(WEEK-END DE LA FÊTE DU TRAVAIL)

18H00
TAPIS ROUGE & RÉCEPTION

CROWN PLAZA HOTEL
6400 Ivy Lane
Greenbelt, MD 20770

TICKETS : 150 \$

CONTACT: (202) 900-6949

UNE SOIRÉE INOUBLIABLE

TAPIS ROUGE EXCEPTIONNEL

PROGRAMME EXCELLENT

PRESTATIONS EN DIRECT

CÉRÉMONIE DE REMISE DES PRIX

OPPORTUNITÉS DE RÉSEAUTAGE

GRAND DÎNER DE GALA

CÉLÉBRONS NOTRE CULTURE, NOTRE PATRIE
ET CONNECTONS LA GUINÉE AU MONDE
À TRAVERS SON ÉCONOMIE ET SA CULTURE.

FODAC
Fonds de développement des Arts et de la Culture

REVEIL AFRICAIN

le populaire
Hebdomadaire guinéen d'information générale

KABACK TV
VOUS RÉVEILLEZ LA GUINÉE

Guinée

MISS GUINEA NORTH AMERICA

www.queenbglobalevents.com

QueenBglobalevents

queenbglobalevents

queenbglobalevents@gmail.com

Opinion / Par Gui Tao, journaliste à Xinhua

La carte était erronée, mais le problème de perception est bien réel

NAIROBI, 1er août (Xinhua) -- Une étrange carte de l'Afrique est récemment apparue dans une présentation du gouvernement américain lors d'une conférence internationale au Brésil. Le Nigeria y était représenté comme un pays enclavé au cœur du Sahara, le Mozambique était déplacé vers la Corne de l'Afrique et la Côte d'Ivoire se trouvait à l'autre bout du continent. Le département d'Etat américain a par la suite reconnu son erreur, expliquant que la diapositive PowerPoint avait été modifiée à la hâte avant l'événement.

L'erreur est humaine. Mais cet épisode soulève une question qui va au-delà d'un simple graphique erroné : comment une image aussi déformée de l'Afrique a-t-elle pu passer toutes les vérifications pour finir par figurer dans une présentation officielle ?

A l'ère de l'intelligence artificielle, la technologie peut reproduire des erreurs à une vitesse sans précédent. Mais l'IA ne crée pas toutes ses erreurs à partir de rien ; elle reflète souvent les a priori et les préjugés ancrés dans les informations à partir desquelles elle apprend.

La réponse ne réside pas seulement dans la technologie ou l'erreur humaine, mais dans la perception.

Le Nigeria a été mal situé en partie parce qu'il a été confondu avec le Niger, une erreur récurrente dans le discours public occidental. Ces deux pays voisins ont des histoires, des géographies et des sociétés différentes, pourtant les grands organes de presse ont publié à plusieurs reprises des articles explicatifs rappelant aux lecteurs qu'il ne s'agit pas du même pays.

L'incident de la carte erronée est important, car il soulève une question plus profonde : dans quelle mesure l'Occident comprend-il réellement l'Afrique ? La question ne se résume pas simplement à situer correctement un pays, mais à savoir si l'Afrique est considérée comme un

continent composé de nations, de sociétés et d'histoires diverses, plutôt que d'être perçue à travers des présupposés simplistes.

Ces dernières années, Washington s'est montré de plus en plus intéressé par les minerais de nature critique, les chaînes d'approvisionnement et la concurrence stratégique en Afrique. Le cobalt, le lithium, le cuivre et le graphite apparaissent désormais régulièrement dans les discussions entre décideurs politiques et groupes de réflexion occidentaux. Le "corridor de Lobito", soutenu par les Etats-Unis et leurs partenaires pour améliorer les liaisons de transport destinées aux exportations de minerais en provenance de pays tels que la Zambie et la République démocratique du Congo, est devenu un concept géopolitique récurrent.

En d'autres termes, il existe un risque de considérer l'Afrique principalement à travers ce qui peut être extrait de son sol. Cependant, un continent composé de 54 pays et comptant environ 1,4 milliard d'habitants ne peut être réduit à une simple carte des ressources.

En tant que membre clé du Sud global, l'Afrique abrite certaines des économies numériques les plus dynamiques au monde, une population jeune et dynamique, ainsi qu'une riche mosaïque de cultures et de sociétés, chacune avec des ambitions et des

trajectoires de développement qui lui sont propres. Pendant trop longtemps, l'Occident a choisi d'ignorer cette réalité.

Une carte n'est jamais simplement une carte. Elle reflète la manière dont on imagine le monde. Durant des siècles, les cartes de l'Afrique ont été dessinées en grande partie par des personnes étrangères au continent. Dans les années 1880, les puissances européennes se sont partagé l'Afrique lors de la Conférence de Berlin, en l'absence quasi totale de représentants africains. Sur les cartes qu'elles ont dessinées, les frontières ont été tracées le long des fleuves, des lignes de latitude et de longitude, divisant des communautés qui partageaient depuis longtemps des langues, des cultures et des réseaux commerciaux, tout en regroupant de force des régions très différentes au sein d'une même entité politique.

Ces cartes ne reflétaient pas les réalités géographiques. Elles servaient les intérêts coloniaux, l'exploitation des ressources et l'équilibre des pouvoirs entre rivaux européens. Aucune des lignes figurant sur ces cartes n'a été tracée par des Africains. Toutes ont été imposées.

Bien que l'ère coloniale soit révolue, la mentalité qui sous-tend ces cartes s'est avérée plus difficile à changer, tout comme l'idée selon laquelle l'Afrique peut être comprise sans écouter pleinement les Africains eux-mêmes.

C'est l'une des raisons pour lesquelles l'Union africaine a soutenu une campagne remettant en cause l'utilisation persistante de la projection de Mercator dans les écoles, les médias et les plateformes cartographiques numériques, en faisant valoir qu'elle déforme la taille réelle de l'Afrique et renforce des perceptions dépassées du continent. Sur de nombreuses cartes de Mercator, le Groenland apparaît comme ayant une taille presque comparable à celle de l'Afrique, alors que

cette dernière est environ 14 fois plus grande.

La controverse autour de la carte de l'Afrique nous rappelle à point nommé que corriger l'image de l'Afrique ne se résume pas à rectifier une

diapositive. Cela nécessite de changer la façon dont l'Occident perçoit le continent, pour qu'il cesse d'être un objet passif de concurrence et d'exploitation et devienne une force active façonnant son propre avenir. ■



VOUS RECHERCHEZ UNE ENTREPRISE FIABLE POUR LE TRANSPORT, LE TRANSIT OU LA LOGISTIQUE DE VOS MARCHANDISES AU SÉNÉGAL ET À L'INTERNATIONAL ?

Le GROUPE TORODO INTERNATIONAL HOLDING (GTI HOLDING) met à votre disposition son expertise pour assurer un service rapide, sécurisé et professionnel.

Importation & Exportation,
Transit et dédouanement rapide,
Transport terrestre & maritime,
Suivi sécurisé des marchandises
Solutions adaptées aux entreprises,
commerçants et particuliers

Nous sommes basés à **Dakar**,
GTI HOLDING vous accompagne partout au **Sénégal**
et au-delà avec efficacité et professionnalisme.



Rue Tolbiac, Dakar, Sénégal

+221 33 842 30 42

+221 71 049 82 70

+221 78 869 46 57

contact@gtiholding-group.com
torrodointernationalholding@gmail.com
www.gtiholding-group.com

Libre Tribune/ Par Abdoulaye Condé

Mamadi Doumbouya où le disciple de Lavoisier

L'annonce du décret du 27 juillet a refroidi les partisans d'une rupture politique majeure. Loin d'un grand chambardement, le chef de l'État opte pour la continuité en maintenant le cœur de son appareil décisionnel. Retour de figures limogées, réajustements de portefeuilles et fidélité au premier cercle. Lisez cette analyse d'**Abdoulaye Condé** !

« Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme » Antoine Lavoisier

Cette célèbre maxime du grand scientifique et philosophe Français du 18ème siècle, résumant la loi de la conservation de la matière et montrant que lors d'une réaction chimique, la

masse totale reste toujours la même, se justifie ou se lit dans les actes notamment de nominations posés, depuis le 05 septembre 2021, par le tombeur du Président Alpha Condé. Le Décret du 27 juillet 2026 dit de premier Gouvernement de la nouvelle République en est une énième illustration.

Comme Anaxagore de Clazomènes, le penseur qui soutenait dans la Grèce Antique " que les choses se combinent et se séparent sans jamais disparaître pour de bon, que quand on brûle un objet

Suite à la page 15

APPEL À CRÉATEURS

GUINÉE FASHION FESTIVAL

MODE & ARTISANAT

DU 15 AU 18 OCTOBRE 2026

Vous voulez participer à la
Guinée Fashion Festival 2026 ?

Envoyez 6 photos de votre
dernière collection @
guineefashionfest@gmail.com

+224 622 83 83 53



Suite de la page 14

ou qu'un être vivant change, les éléments de base ne meurent pas ; ils prennent juste une nouvelle forme", le Chef de l'Etat Guinéen Mamadi Doumbouya ressemble au disciple contemporain du père de la Chimie moderne. Son acte du lundi 27 juillet 2026, qui n'est ni une formation (on ne forme pas une glace déjà congelée) ni une confirmation (personne n'était stagiaire ou intérimaire) mais bel et bien le maintien d'un gouvernement pratiquement en place depuis le premier jour de sa prise du Pouvoir, en est l'illustration parfaite. Pour celles et ceux qui en doutaient, il est temps de s'affranchir des dernières illusions, Mamadi Doumbouya a déjà fait le choix de ses collaborateurs, compagnons et même amis. Au fil du temps ou sur le chemin vers sa destination, il en trouvera ou en rencontrera quelques nouveaux, mais l'essentiel ou le gros de la troupe est déjà là. Beaucoup ont espéré ou souhaité, à la faveur de la mise en place des Institutions, que la nouvelle République tourne significativement la page de la Transition CNRD avec l'avènement de nouvelles figures dans les hautes fonctions administratives et politiques notamment ministérielles. Avec une telle rupture si forte, l'ancien commandant des forces spéciales aurait réellement adopté une posture plus présidentialiste. En ce sens, le Décret du 27 juillet a refroidi plus d'un. À vrai dire, Mamadi Doumbouya est resté fidèle à lui-même. N'est surpris que celui qui refuse la moindre observation. Quand on interroge l'histoire de ses innombrables décrets de nominations depuis le 05 septembre 2021, il est aisé d'analyser la constance de l'homme. En effet, à quelques exceptions près comme celles du tout premier Premier ministre, Mohamed Béavogui qui a préféré "écouté son corps" et jeté l'éponge, le 20 août 2021, sa nièce ancienne Garde des Sceaux, Fatoumata Yarie Soumah démise, le 31 décembre 2021, pour avoir exprimé son désaccord contre toute forme d'immixtion dans une lettre adressée au secrétaire général de la présidence, le

colonel Amara Camara en ces termes : "La politique pénale de la transition ne se discute pas entre le Président de la Transition et le personnel de la Justice, mais entre le Président de la Transition, le Premier ministre et le ministre de la Justice" ou encore l'ancien ministre de la Santé, Dr Mamadou Pèthè Diallo, accusé de "malversations" et limogé le 23 novembre 2023 mais définitivement blanchi par la Chambre spéciale de contrôle de l'instruction de la Cour de répression des infractions économiques et financières (CRIEF), aucun élément de l'équipe de départ n'est écarté à ce jour. L'ancien Premier ministre, Bernard Goumou et l'ancien ministre de la Justice, Alphonse Charles Wright, les 2 belligérants à l'origine et victimes de la dissolution, le 19 février 2024, du Gouvernement du successeur de Mohamed Béavogui, avec les anciens ministres du Budget, Lancinet Condé, de l'enseignement pré universitaire, Guillaume Hawing, de la Jeunesse et des Sports, Lansana Bea Diallo ou même des Finances, Moussa Cissé, accusé par la suite de détournements à la tête de la SONAPE, limogé, le 11 septembre 2024 avec un mandat d'arrêt international lancé à sa trousse, sont tous revenus au cœur de l'Etat et de l'administration dans de très hautes nouvelles fonctions. Victime d'une cabale, le 17 novembre 2022, l'ancien ministre des infrastructures et Transports, Yaya Sow est l'un des conseillers du Président Mamadi Doumbouya aujourd'hui. Également démis de ses fonctions, le 22 janvier 2025, avec un mandat d'arrêt international pour le rattraper dans la fuite, Mohamed Doussou Traoré alias Wattara l'ancien directeur général du Patrimoine bâti public a fait un fulgurant atterrissage, le 06 mars 2026, au ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du territoire comme inspecteur général. Avec tous ces retours et la légitimation de Dansa Kourouma au perchoir du nouveau parlement, il fallait une forte dose de naïveté pour rêver à un quelconque

bouleversement au sein de l'appareil d'État. L'arrivée de Mme Djeinabou Touré à l'administration du territoire et Décentralisation, de Mme Bintou Keïta à l'Éducation nationale, Alphabétisation, Enseignement technique et Formation professionnelle ou de Kourouma Aboubacar à l'Industrie et au Commerce est comme une forme de retouche chaque fois opérée après un parcours dont la durée est déterminée par le Maître d'ouvrage lui-même qui ne déséquilibre nullement les fondements du régime. La logique des 3 nouvelles recrues avait été, à un moment ou autre, appliquée à Bouna Sylla aux Mines, Ismaël Nabe au Plan et à la Coopération, Cellou Baldé ou Mme Mariama Ciré Sylla à l'Économie et aux Finances. La prétendue chute d'Alpha Bacar Barry de l'Éducation nationale, Alphabétisation, Enseignement technique et Formation professionnelle à l'Élevage ressemble à une petite punition prouvant, une fois de plus, que le Président Mamadi Doumbouya ne lâche ou lâche difficilement son équipe, ses collaborateurs et amis. Dans cette logique, la très commentée sortie de Mme Diaka Sidibe est plutôt une

parenthèse qui sera vite comblée. Elle pourrait rebondir dans une mission diplomatique ou à la Direction d'une entreprise publique. Même si cet assemblage risque l'explosion, pour Mamadi Doumbouya, « rien ne se perd rien ne se crée tout se transforme ».

Composition du nouveau gouvernement

1. Premier ministre, Chef du gouvernement : M. Amadou Oury Bah
2. Garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits de l'Homme : M. Ibrahima Sory 2 Tounkara
3. Ministre délégué auprès du Président de la République, chargé de la Défense nationale : M. Ibrahima Kalil Condé
4. Ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation : Mme Djenabou Touré
5. Ministre de la Sécurité et de la Protection civile : M.

Ahmed Mohamed Oury Diallo

6. Ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Guinéens établis à l'étranger : M. Morissanda Kouyaté
7. Ministre de l'Économie, des Finances et du Budget : Mme Mariama Ciré Sylla
8. Ministre du Plan, de la Coopération internationale et du Développement : M. Ismaël Nabé
9. Ministre de l'Emploi, du Travail et de la Protection sociale : M. Mory Condé
10. Ministre de la Modernisation de l'administration et de la Fonction publique : M. Faya François Bourouno
11. Ministre des Mines et de la Géologie : M. Bouna Sylla
12. Ministre de l'Agriculture : M. Félix Lamah

Suite à la page 16

NOUVEAU

AFRIK Info TV

Désormais 178

LES CHAINES D'INFORMATION N°256

LES CHAINES AFRICAINES N°408

LES CHAINES NATIONALES N°9

Sur le bouquet CANAL+

A partir du 07 Juillet 2025

Suite de la page 15

13. Ministre de l'Élevage :
M. Alpha Bacar Barry

14. Ministre de la Pêche
et de l'Économie

maritime : Mme
Fatima Camara

15. Ministre de l'Industrie
et du Commerce : M.
Aboubacar
Kourouma
(précédemment

Secrétaire général du
ministère de la
Fonction publique)

16. Ministre de
l'Enseignement
supérieur et de la
Recherche
scientifique : Mme
Djami Diallo

17. Ministre de
l'Éducation nationale,
de l'Alphabétisation,
de l'Enseignement
technique et de la
Formation
professionnelle :
Mme Bintou Keita
(précédemment
représentante
spéciale du
Secrétaire général
des Nations Unies au
Congo)

18. Ministre de la Culture,
du Tourisme et de
l'Artisanat : M.
Moussa Moïse Sylla

19. Ministre de la Santé
et de l'Hygiène
publique : Mme
Khaité Sall

20. Ministre de la
Femme, de la
Famille et de la
Solidarité : Mme
Aminata Kaba

21. Ministre de la
Jeunesse : M.
Lansana Béa Diallo

22. Ministre des Sports :
M. Cellou Baldé

23. Ministre des
Infrastructures : M.
Facinet Sylla

24. Ministre des
Transports : M.
Ousmane Gaoual
Diallo

25. Ministre de la
Communication, de
l'Économie
numérique et de
l'Innovation : M.
Mourana Soumah

26. Ministre de
l'Environnement et du
Développement
durable : M. Fassou
Téa

27. Ministre de l'Énergie :
M. Laye Sékou
Camara

28. Ministre de
l'Assainissement, de
l'Hydraulique et des
Hydrocarbures : M.
Aboubacar Camara

29. Ministre de
l'Urbanisme, de
l'Habitat et de
l'Aménagement du
territoire : M.
Mohamed Lamine Sy
Savané

30. Ministre Secrétaire
général du
Gouvernement (avec
rang de ministre) : M.
Tamba Benoît
Kamano

31. Ministre Secrétaire
général des Affaires
religieuses (avec
rang de ministre) : M.
Karamo Diawara. ■



VOUS RECHERCHER UNE ENTREPRISE
FIABLE POUR LE TRANSPORT, LE
TRANSIT OU LA LOGISTIQUE DE VOS
MARCHANDISES EN GUINÉE ET À
L'INTERNATIONAL ?

Le GROUPE TORODO INTERNATIONAL
HOLDING (GTI HOLDING) met à votre
disposition son expertise pour assurer un service
rapide, sécurisé et professionnel.

Importation & Exportation,
Transit et dédouanement rapide,
Transport terrestre & maritime,
Suivi sécurisé des marchandises
Solutions adaptées aux entreprises,
commerçants et particuliers

Nous sommes basés à **Conakry**,
GTI HOLDING vous accompagne partout en **Guinée**
et au-delà avec efficacité et professionnalisme.



Sandervalia, Kaloum, Conakry

+224 614 23 01 65
+224 666 94 42 60
+224 614 22 44 15

contact@gtiholding-group.com
torrodointernationalholding@gmail.com
www.gtiholding-group.com

GTI HOLDING, votre partenaire logistique
au cœur du développement de la Guinée.

**Confiez-nous vos marchandises, nous
nous occupons du reste !**

NOUVEAU

AFRIK Info TV

Désormais **178**

LES CHAINES D'INFORMATION N°256

LES CHAINES AFRICAINES N°408

LES CHAINES NATIONALES N°9

Sur le bouquet

CANAL+

A partir du 07 Juillet

2025

le populaire



Abonnement

Le Populaire Conakry

Youscribe

<https://www.youscribe.com/lepopulaireconakry/>

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications,
ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.